

Entre PS et écologistes, ça se tend

OPPOSITION. Dans les exécutifs régionaux et dans les mairies, les contentieux s'accumulent entre socialistes et Verts. Toujours alliés, mais de plus en plus rivaux.

Entre socialistes et écologistes, la tension a franchi un nouveau pallier ces dernières semaines. Et cela n'est sans doute pas fini. Solidement incrustés dans le paysage depuis les européennes de mars 2008, les écologistes ne cachent pas leurs ambitions : traiter d'égal à égal avec le PS. « On n'est plus là pour leur quémander des bonbons », fanfaronne le député écolo François de Rugy. Les Verts vont d'ailleurs recevoir d'ici quarante-huit heures un nouveau logiciel de cartographie électorale... le même que celui utilisé par le PS. « On pourra discuter avec les mêmes armes », fait valoir Jean-Marc Brûlé, l'un de leurs négociateurs. Premier sujet de crispation, les cantonales de mars prochain. Brûlé prévient déjà : « Le désistement républicain, cela date des années 1920, c'est pas notre truc. » Sauf en cas de risque de victoire UMP, « les candidats écologistes se maintiendront au second tour ».



LA ROCHELLE (CHARENTE-MARITIME), LE 29 AOÛT 2009. C'était le temps des sourires entre Jean-Vincent Placé, Cécile Duflot, Martine Aubry et Claude Bartolone (de gauche à droite). Aujourd'hui entre le PS et les Verts, les sujets de tensions se multiplient.

(LP/OLIVIER CORSAN.)

L'accord des sénatoriales donnera le ton pour la présidentielle et les législatives de 2012

Autres élections très surveillées, les sénatoriales de l'automne 2011. Europe Ecologie n'en démord pas : « Mon mandat, c'est un groupe », explique Brûlé. Soit 15 sénateurs (au lieu de 5 actuellement). « Impossible, c'est trop », réplique sans détour le sénateur socialiste François Rebsamen, alors que le PS en octroierait une dizaine.

« Nous sommes les garants du rassemblement de l'ensemble de la gauche », justifie le Monsieur Elections du PS, Christophe Borgel. Sous-entendu : les Verts ne peuvent pas être les seuls à être servis en

places sur les listes d'union, il faut aussi s'entendre avec le Front de gauche et les radicaux.

Le cas Jean-Vincent Placé échauffe aussi les esprits. « Placé doit tirer la liste dans l'Essonne. C'est sans ambiguïté », insiste Brûlé, alors que l'appétit du numéro deux des Verts suscite localement de fortes réticences chez les socialistes. Et c'est un euphémisme ! Pour l'instant, l'accord est donc au point mort. Depuis la ren-

trée, aucune rencontre de délégation à délégation n'a été organisée. Après les piques d'Eva Joly, qui s'est plu à rappeler qu'elle avait mis Dominique Strauss-Kahn en examen, Aubry n'a pas caché son agacement : le dîner informel prévu lors de l'université d'été du PS à La Rochelle avec les représentants écologistes n'a pas eu lieu.

L'accord aux sénatoriales est pourtant crucial. Il donnera le ton pour la

présidentielle et les législatives de 2012, dont la préparation est déjà dans les têtes. Invité vendredi dernier à Arras aux journées parlementaires des Verts, le socialiste François Lamy est bien venu porter la bonne parole : « Nous sommes prêts à un accord », a certifié le bras droit d'Aubry. Mais sur quelles bases ?

En janvier dernier, Daniel Cohn-Bendit a fixé le tarif : « C'est cinquante circonscriptions au minimum. » Les

socialistes tablent plutôt sur une quinzaine de sièges gagnables, de quoi assurer aux Verts la création d'un groupe à l'Assemblée, alors qu'ils sont pour l'instant quatre dans l'hémicycle. « Le problème, c'est qu'Aubry a été formée à l'école Mitterrand-Jospin : *C'est moi le chef et qui impose* », regrette François de Rugy. Le plus dur est donc encore à venir.

ÉRIC HACQUEMANT

A Paris, Delanoë bousculé

Dans l'équipe de gauche de Bertrand Delanoë, à Paris, les accrochages avec les Verts sont presque devenus une habitude. Depuis 2001, de nombreux sujets ont opposé le maire PS à ses turbulents alliés écologistes, dont le dernier en date n'est pas le moindre : les Verts ont voté lundi contre l'accord financier entre la mairie de Paris, l'UMP et Jacques Chirac dans le dossier des emplois fictifs. « Il y a eu beaucoup d'incidents avec les Verts, mais celui-là va marquer, car ils ont attaqué Delanoë sur ce qu'il a de plus cher, la probité et la moralité » commente un conseiller PS.

En dix ans de vie commune, les sujets de chamaillerie n'ont pas manqué : l'urbanisme et la question des tours que les écologistes rejettent, le dossier des antennes-relais de téléphonie, la construction d'un nouveau stade de rugby à Jean-Bouin (XVI^e), la rénovation des Halles... En 2008, Bertrand Delanoë avait pourtant bien cru les dominer pour de bon : après une déroute au premier tour des municipales, le groupe des Verts était passé de 23 élus à 9 actuellement, et avait surtout perdu sa position charnière au sein de la majorité. Mais, depuis, les écologistes se sont refait une



Bertrand Delanoë, maire PS de Paris.
(LP/PHILIPPE DE POULPIQUET.)

santé aux européennes et surtout aux régionales, où ils ont talonné le PS dans la capitale (20,57 % pour les Verts, 26,26 % pour le PS). Ce qui a poussé le maire de Paris à occuper le terrain de l'environnement avec la présentation rapide, en début d'année, de son projet de fermeture aux voitures des voies sur berge à Paris. De leur côté, les écologistes ne cachent plus leur ambition de raffer la mairie de Paris en 2014 et ont même déjà un candidat possible, Jacques Boutault, le maire vert du 11^e arrondissement. SÉBASTIEN RAMNOUX

Six mois de chicanes à la région Ile-de-France

Six mois après sa réélection à la tête du conseil régional d'Ile-de-France, le socialiste Jean-Paul Huchon lance aujourd'hui les états généraux de la reconversion écologique et sociale de la région. Mais avec 50 élus Europe Ecologie (pour seulement 62 socialistes), les écologistes de sa majorité lui mènent la vie dure.

■ **Bataille pour le passe Navigo.** Le principe d'un tarif unique sur l'ensemble de l'Ile-de-France pour l'ancienne carte orange, au lieu des six zones actuelles, Huchon se l'est fait imposer par les Verts entre les deux tours des régionales. Il est aujourd'hui très agacé par les annonces intempestives de son vice-président vert aux transports, Jean-Vincent Placé, sur un passe Navigo entre 70 et 85 €. Un chiffre qui fait bondir les Parisiens et les titulaires d'une carte deux zones en banlieue susceptibles de payer jusqu'à 25 € de plus qu'actuellement.

■ **Le cas Jean-Vincent Placé.** Numéro 2 des Verts, l'ambitieux Monsieur Transports de la région a le don d'énervier ses alliés. « Il ne pense qu'au passe Navigo à tarif unique et ne veut annoncer que les bonnes nouvelles », se plaint un socialiste. « On ne peut être membre de l'exécutif et le critiquer en permanence », ajoute une

autre élue. Dans l'entourage d'Huchon, on reproche aussi à Placé ses « goûts de luxe ». Il s'est vu récemment refuser une voiture avec chauffeur et intimer l'ordre de payer une kyrielle de PV de son ancien véhicule de fonction.

■ **Coup de canif original.** « Accidentel mais... amusant. » Ainsi Cécile Duflot, patronne des Verts et présidente du groupe écologiste à la région, juge-t-elle aujourd'hui cette séance du conseil de juin au cours de laquelle les Verts ont mis en minorité le PS en faisant adopter une indemnité de garde d'enfants pour les élus retenus en séance de nuit. Trop heureuse, l'opposition UMP, emmenée par la ministre UMP Valérie Pécresse, a voté avec les écologistes.

■ **Mickey divise.** La droite régionale a aussi eu l'occasion de voler au secours du PS, lâché en commission par ses alliés verts lorsque la région a dû donner son feu vert au projet de village Nature de Disney, en Seine-et-Mame. « Une contradiction », critique Cécile Duflot, qui brandit la préservation de terres agricoles et des ressources en eau quand ses adversaires du moment voient d'abord les perspectives de création d'emplois.

■ **Chantage à la majorité.** « Il n'y a pas de majorité sans les écologistes mais les écologistes font pleinement

partie de la majorité », rappelle Cécile Duflot. Dans une lettre ouverte cosignée avec Placé elle vient d'attaquer Huchon au sujet d'une campagne d'affichage du Syndicat des transports en Ile-de-France jugée « peu judicieuse » à l'heure où les usagers se plaignent. « Nous sommes comptables des décisions régionales, elles doivent être prises collectivement. Nous cherchons autant que possible le compromis mais nous nous donnons le droit de les tester publiquement si la méthode manque de transparence ou si nous nous heurtons à un mur. »

■ **La croissance, quelle croissance ?** Les états généraux de la conversion écologique de la région, une vaste concertation qui doit, d'ici deux ans, permettre de repeindre en vert l'ensemble des politiques régionales (lycées, formation, aides aux entreprises...), pourraient donner lieu à de nouvelles tensions. « Ni idéaliste, ni d'opposition mais pragmatique », Cécile Duflot refuse d'agiter le chiffon rouge de la « décroissance ». Mais à l'heure où Huchon table sur une croissance en Ile-de-France supérieure d'un point à la croissance nationale, elle prévient : la création d'emplois ne peut pas tout justifier.

JEAN-PIERRE VIALLE